

# Le pouvoir aux travailleurs

**mensuel trotskyste**

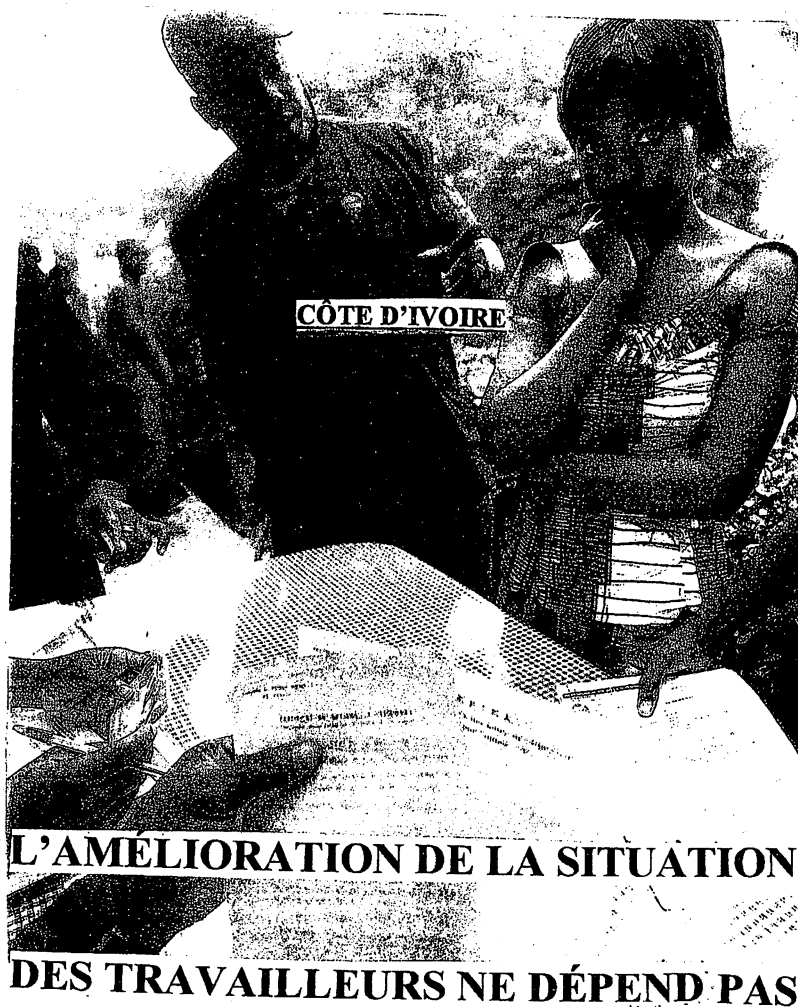
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 10 mai 2010

N° 365

PRIX : 0,60 Euro



**CÔTE D'IVOIRE**

**L'AMÉLIORATION DE LA SITUATION**

**DES TRAVAILLEURS NE DÉPEND PAS**

**DE LA TENUE OU NON DES ÉLECTIONS**

**MAIS DE LEUR MOBILISATION**

**SOMMAIRE AU VERSO**

**SOMMAIRE****Editorial**

Côte d'Ivoire: l'amélioration de la situation des travailleurs ne dépend pas de la tenue ou non des élections mais ...

**Page 4**

Le riz, une denrée que les familles modestes ont de plus en plus du mal à acheter ...

**Page 5**

- Sénégal: un insolent étalage de richesse  
- Afrique du Sud: l'Apartheid est toujours là

**Page 6**

Il y a 50 ans plusieurs pays d'Afrique accédaient à l'indépendance

**Page 8**

Déceptions et désillusions après la courte période d'euphorie des indépendances

**Page 10**

A propos de ceux qui prônent la deuxième vague d'indépendance

**ABONNEMENT  
FRANCE**

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays :

Nous consulter

**ADRESSE :**

LE PAT B. P. 42  
92114 CLICHY Cedex

**CÔTE D'IVOIRE**

**L'AMÉLIORATION DE LA SITUATION  
DES TRAVAILLEURS NE DÉPEND PAS  
DE LA TENUE OU NON DES ÉLECTIONS  
MAIS DE LEUR MOBILISATION**

*L'actualité en Côte d'Ivoire est focalisée sur le processus électoral bloqué depuis le mois de février. L'opposition organise même une « marche nationale » le 15 mai pour faire pression sur Gbagbo, afin que ces élections, dit-elle, se tiennent dans les meilleurs délais. Ces élections sont montrées, notamment par l'opposition, comme une panacée « pour sortir la Côte d'Ivoire du trou ». Sauf que ces gens-là se gardent bien de dire que la Côte d'Ivoire des riches, elle, n'est certainement pas dans un trou, à l'exemple de cette riche dame ivoirienne qui aurait acheté récemment trois bouteilles de vin à l'aéroport de Paris, avant d'embarquer dans son avion pour Abidjan, pour une somme de 20 millions de francs ! Par contre, oui, il y a la Côte d'Ivoire des laissés-pour-compte que sont les ouvriers qui triment dans les usines, les chantiers et les docks, pour une bouchée de pain ; il y a ces gamines qui sont obligées de travailler comme bonnes à tout faire chez les riches ; il y a ces femmes et ces enfants qui vendent le long des rues, souvent sous un soleil de plomb, en espérant ainsi compléter le revenu familial qui n'arrive plus depuis longtemps à satisfaire les besoins les plus élémentaires de la famille.*

*Or, l'aggravation de la situation de ces familles ouvrières n'a pas pour cause directe la division du pays en deux depuis 2002 et la non tenue des élections depuis 2005. Si c'était cela, on aurait aussi vu la situation des riches de ce pays se dégrader. Or, il n'en est rien ! Il suffit d'ouvrir les yeux pour voir que, au Nord comme au Sud du pays, des riches se sont enrichis comme jamais auparavant. Le seul fait que l'activité au Port Autonome d'Abidjan bat tous les records de tonnage depuis quelques temps est un indice d'une reprise des échanges économiques et par conséquent des profits qui en découlent pour les détenteurs des capitaux.*

*Par contre, du fait du manque d'organisation des ouvriers, voire de leur division, les industriels comme Filtisac, Unilever, Nestlé, Bolloré et consorts, ont prétexté la conjoncture politique du pays pour aggraver d'année en année la situation des travailleurs dans les entreprises. Ils sont aidés en cela par le gouvernement qui défend dans les faits les intérêts patronaux, ne serait-ce qu'en réprimant systématiquement les mouvements grévistes. Les patrons sont aussi*

*aidés par les Centrales syndicales que sont l'Ugtci, Dignité et la Fesaci, ne serait-ce que par leur passivité !*

*Leur comportement lors de la grève des chauffeurs durant le mois d'avril qui a duré une semaine est caractéristique de gens qui sont contre les travailleurs. Ce fut particulièrement le cas de Mahan Gahé, le dirigeant de Dignité, qui avait dit que les chauffeurs faisaient « le jeu des ennemis de la Côte d'Ivoire », comme si les seuls ennemis des travailleurs, ce n'était pas les riches qui les exploitent !*

*Bien sûr, ces dirigeants syndicaux n'ont pas manqué de paroles compatissantes à l'égard des travailleurs à l'occasion du premier mai. Sauf que pour les travailleurs, ce ne sont pas de paroles mielleuses dont ils ont besoin, mais d'une solidarité active lorsqu'ils sont en grève !*

*Evidemment, la crise de l'économie capitaliste mondiale concoure à l'aggravation de la situation des travailleurs. Gbagbo l'a*

*expliqué à l'occasion de cette journée internationale des travailleurs. Mais son objectif était surtout de bien marteler ensuite sur l'idée que si le prix du riz grimpe sur le marché mondial - c'est l'exemple qu'il avait pris - lui Gbagbo n'y peut rien ?*

*Augmenter le salaire des travailleurs, pour compenser l'augmentation du prix du riz, lui viendrait pas à l'idée, pas plus à ses opposants, qui sont avant tout, autant qu'ils sont, des défenseurs des intérêts des riches !*

*Pour Gbagbo et ses compères de l'opposition, comme pour les riches de ce pays, c'est aux populations pauvres de se sacrifier quitte à crever de faim, eux et leurs familles !*

*Non, ce n'est pas aux travailleurs de faire les frais de la crise capitaliste mondiale ni d'une quelconque conjoncture politique. Mais pour cela, ils n'ont pas d'autres choix que de prendre eux-mêmes leur sort en main et d'imposer leurs revendications par leurs luttes collectives.*

### CÔTE D'IVOIRE

## LES POPULATIONS PRIVÉES DE PIÈCES D'IDENTITÉ

Depuis plus de huit ans, la plupart des habitants ne circule qu'avec des attestations d'identité tenant lieu de pièce d'identité. Il fallait les renouveler auparavant tous les six mois et depuis quelque temps, chaque année. Pour leur confection, il faut en plus déboursier au moins deux mille francs CFA et perdre du temps à faire la queue. Si jamais le patronyme du demandeur ne sonne pas bien à l'oreille de l'officier de police chargé d'établir la pièce, la demande risque fort d'être rejetée. Les demandeurs de papiers sont rançonnés pendant l'établissement du papier.

Après l'enrôlement et l'identification, il

était prévu que les gens puissent entrer en possession de leurs pièces. Mais voici des mois que tout est bloqué. Le camp présidentiel veut contrôler la liste électorale, pour être sûr de gagner les élections. Ainsi, il voit des étrangers partout.

En attendant, faute de pièces d'identité, les populations subissent les brimades, les frustrations et le racket des forces de l'ordre au cours des contrôles. Le pouvoir en place attend-il que la population proteste collectivement contre ce fait et descende dans les rues ? Peut-être que là les pièces d'identité seraient rapidement confectionnées et mises à la disposition de tous.

## LE RIZ, UNE DENRÉE QUE LES FAMILLES MODESTES ONT DE PLUS EN PLUS DU MAL À ACHETER MAIS QUI FAIT LA FORTUNE DE QUELQUES GROS BONNETS

La récente flambée des prix des denrées alimentaires, notamment du riz, a plongé des



Culture de riz au Mali

centaines des millions de familles dans des difficultés insurmontables pour se nourrir. La peur des explosions populaires violentes à l'approche du dernier ramadan avait poussé un certain nombre de gouvernements africains à subventionner ces denrées afin d'atténuer les effets de l'augmentation brutale des prix. Les dirigeants politiques avaient parallèlement fait pression sur les commerçants pour qu'ils ne profitent pas de la situation pour gonfler leurs marges bénéficiaires. Mais depuis la fin du ramadan les subventions ont cessé sur la plupart des produits et les prix ont de nouveau augmenté.

Cette période dure pour les petites gens est une aubaine pour les importateurs et les grands commerçants. Au Sénégal par exemple les deux principaux « barons » du riz que sont Moustapha Tall et Bocar Samba Dieye ont fait fortune. Ils

ont profité de la flambée des prix pour écouler sur le marché leur stock acheté au moment où le prix était beaucoup plus bas. De plus, ils sont soupçonnés d'avoir écoulé plusieurs dizaines de milliers de tonnes de riz subventionné vers les pays voisins afin d'en tirer plus de bénéfices au détriment des caisses de l'Etat sénégalais, c'est-à-dire sur le dos des contribuables.

Au Mali ce sont des bourgeois comme Modibo Keita, à la tête d'une grande société de distribution comme le GDCM (Grand distributeurs céréalière du Mali) ou Djigué SA ou encore Bakoré Sylla, propriétaire du GGB (Grand grenier du bonheur), qui se frottent les mains, même quand ils font mine de pleurer car le Mali avait importé moins de riz en 2009 à cause du fait que la production locale avait augmenté de 50%.

En Côte d'Ivoire ce sont des riches comme le libano-ivoirien Ibrahim Ezzedine, premier importateur de riz avec 70% de part de marché, qui ont vu leurs bénéfices s'envoler. Cet homme d'affaires proche du régime actuel, n'est pas seulement présent dans l'importation du riz mais est aussi propriétaire d'une usine de pâtes alimentaires, d'une unité de conditionnement d'eau minérale, présent dans le cacao, la manutention et le transit.

Ce sont ces gens-là qui s'enrichissent en Afrique pendant que l'écrasante majorité de la population s'enfonce dans la misère. Mais derrière cette minorité de milliardaires en CFA il y a les grandes firmes multinationales qui elles, font des profits en milliards de dollars ou d'euros. Il faudra un jour que les travailleurs arrachent des mains de la classe de ces affameurs la totalité de leur fortune et de leurs moyens de productions pour les mettre au service de la grande majorité afin de mettre fin à la misère et aux injustices sociales.

SÉNÉGAL**UN INSOLENT ÉTALAGE DE RICHESSE**

Récemment à Dakar, deux mariages organisés par des familles riches dont celle du ministre des Affaires étrangères, ont marqué les esprits par leur faste et par l'ampleur inconsidérée des dépenses.

L'un des parents n'est pas allé par le dos de la cuillère. Selon un journal sénégalais choqué par cette célébration tapageuse «tous les responsables du régime s'y étaient donné rendez-vous : du directeur de cabinet du président de la république à son ancien Premier ministre, Idrissa Seck». Ces illustres invités rivalisaient de cadeaux : Qui en donnerait plus que les autres ? Des dignitaires religieux avec leurs suites étaient également de la fête.

Toujours selon la presse, environ 200 millions de francs CFA ont été dépensés pour ce

seul mariage. Quelle insolence! A l'heure où, à cause de la crise, les masses populaires ont de plus en plus du mal à joindre les deux bouts ; à l'heure où ceux qui travaillent, même du matin au soir arrivent à peine à nourrir leurs familles ; à l'heure où des employés de la fonction publique comme les enseignants ou les salariés des hôpitaux publics font grève pour une augmentation de salaire que l'Etat refuse d'accorder, jeter des millions de francs en l'air pour un simple mariage est en effet choquant.

Cette situation montre bien que la crise, l'austérité, ce n'est pas pour tout le monde. Il y a d'un côté, une minorité de gens - comme ces deux familles-là qui vivent dans un luxe insolent, gaspillent sans compter et de l'autre la majorité écrasante des populations pauvres qui vit dans la misère.

-----  
*Nous reproduisons ci-dessous un article édité par  
 nos camarades des Antilles (Martinique et Guadeloupe)  
 dans leur journal « Combat Ouvrier » daté du 17 avril 2010*

AFRIQUE DU SUD**L'APARTHEID EST TOUJOURS LÀ**

En Afrique du sud, un raciste notoire, Eugène Terreblanche, dirigeant d'une organisation d'extrême droite pro apartheid (AWB) a été tué.

Connu comme terroriste poseur de bombes, coupable de plusieurs assassinats, inculpé à maintes reprises pour violences exercées sur ses employés noirs en 2001, il avait été condamné pour tentative de meurtre, après avoir battu un de ses employés à coups de barre de fer. Ce triste individu a donc été tué le 3 avril dernier dans sa ferme près de Johannesburg, par deux de ses ouvriers agricoles noirs à qui il refusait de payer leurs salaires de 300 rands

(environ 30 euros).

Ce qui aurait pu n'être qu'un fait divers macabre, est devenu une affaire d'Etat car l'événement a mis le pays sous une terrible tension qui fait craindre des affrontements raciaux comme aux pires heures de l'apartheid. Cette tension s'est illustrée le 6 avril, devant le tribunal où les deux accusés ont été conduits, une bagarre a opposé des Blancs partisans de l'AWB et des Noirs arborant des couleurs de l'ANC.

Le président noir Jacob Zuma appelle à « l'unité du pays » ; un appel bien hypocrite, car si l'apartheid officiel a effectivement disparu, dans la loi en 1994, seize ans après, cela ne s'est pas traduit par l'amélioration du sort de

l'immense majorité de la population noire. Les promesses de la réforme agraire du gouvernement de Mandela ne sont pas tenues. Les bonnes terres sont restées, pour l'essentiel, la propriété de la minorité blanche, qui continue à régner comme par le passé sur des centaines d'ouvriers agricoles noirs pauvres.

Pendant que le petit monde de politiciens noirs au pouvoir se déchire dans d'incessantes luttes de clans, la population subit de plein fouet la crise économique actuelle. Tout d'abord la spéculation mondiale sur les denrées alimentaires avait provoqué une augmentation de 16% en une année de l'alimentation. Aujourd'hui avec la crise, la production minière a diminué de 33% et la production manufacturière de 20%. Plus de 750.000 emplois ont été perdus en un an. Les

salaires de 1000 rands (environ 100 euros) sont fréquents. Par contre la bourse de Johannesburg a augmenté de 30% depuis avril 2009, et l'Afrique du sud a été conviée à devenir membre du G20 ce qui permet à Zuma de parader devant les caméras aux côtés de Sarkozy et compagnie.

Au temps de l'apartheid, l'ANC camouflait sa politique de défense des intérêts de la bourgeoisie derrière les mots de liberté et de suffrage universel. Au bout du compte les luttes de la classe ouvrière-noire dans les années 1970 et 1980 n'ont abouti qu'à changer la couleur de peau du personnel politique au service de l'exploitation capitaliste, au service d'une bourgeoisie blanche dans sa grande majorité. Pour les Noirs, c'est encore l'apartheid social.

## **IL Y A 50 ANS PLUSIEURS PAYS D'AFRIQUE ACCÉDAIENT À L'INDÉPENDANCE**

En 1960, de nombreux pays africains accèdent à l'indépendance. Pour la partie française, quatorze territoires situés en Afrique subsaharienne et dans l'océan indien, sont concernés cette année-là par cette vague importante de décolonisation, précédée deux ans plus tôt (octobre 1958) par celle de la Guinée Conakry.

En ce qui concerne les possessions anglaises de la partie subsaharienne du continent, c'est le Ghana qui a ouvert le processus, en accédant à la souveraineté le 6 mars 1957. Les indépendances des autres colonies britanniques seront obtenues successivement tout au long des années 60 à 68.

La Belgique aussi dut se résoudre à lâcher prise sur ses possessions, dont principalement le riche et vaste Congo, 70 ou 80 fois plus grand qu'elle.

Les colonies portugaises n'accéderont à l'indépendance qu'en 1974 et 1975 à la suite d'une longue lutte armée de libération. De plus celle-ci s'est prolongée durant de longues années après l'indépendance à cause de l'implication de l'Afrique du Sud à l'époque où celle-ci était dirigée par les Blancs racistes qui gouvernaient le pays sous le régime de l'apartheid. Ils

intervenait surtout, aux côtés de plusieurs grandes puissances capitalistes, en soutenant militairement, financièrement et matériellement des bandes armées.

La cause principale de cette vague de décolonisation de l'immense empire colonial français est l'affaiblissement de la puissance impérialiste française : elle avait été vaincue en juin 1940. Même si, à la fin de la deuxième guerre mondiale la France se retrouvait dans le camp des vainqueurs, le débarquement anglo-américain en juin 1944 apparaissait aux yeux de tous y compris des peuples colonisés, comme une preuve de sa faiblesse. Des milliers de « tirailleurs » issus des quatre coins du continent, sont revenus dans leur pays d'origine. Certes beaucoup d'entre eux ont péri dans les combats, mais ceux qui ont survécu et sont revenus, ont forcément raconté ce qu'ils ont ressenti : la faiblesse de la France et la victoire américaine.

La France, puissance mondiale de second rang, sortait donc affaiblie du conflit. De manière peut-être confuse et balbutiante, partout, pas seulement en Afrique mais aussi dans les territoires coloniaux d'Asie, on espérait bien que le lourd tribut payé à la guerre serait payé en retour par une plus grande considération, voire

par l'indépendance. Certaines personnes parmi les classes aisées et parmi les intellectuels tels



1<sup>er</sup> décembre 1944 : des  
tirailleurs sénégalais sont massacrés  
au camp de Thiaroye, banlieue de Dakar

que les instituteurs, les médecins, les pasteurs d'églises, les employés de certaines administrations, etc. étaient de par leur fonction, plus ou moins au courant de ce qui se passait ailleurs. Au sortir de la guerre quelques uns parmi eux possédaient même un poste de radio. Les mots liberté, démocratie, droits des peuples, «Organisation des Nations Unies», ont même figuré dans les manuels scolaires. A Madagascar par exemple ces manuels ont été retirés des écoles et remplacés par d'autres. Des associations d'instituteurs ont été dissoutes.

Le Général De Gaulle qui avait rallié les gouverneurs des pays coloniaux à «la Résistance », a convoqué ceux-ci ainsi que de nombreux haut fonctionnaires à une conférence. Elle a eu lieu en janvier 44 à Brazzaville, capitale de l'Afrique Equatoriale française. Il y a entre autres déclaré qu' « il appartient à la nation française...de procéder le moment venu aux réformes impériales de structures... ». Au cours de cette conférence, le gouverneur général Félix Eboué qui était originaire des Antilles et de la Guyane, fit part de l'opinion des « intellectuels noirs ». Ceux-ci aspiraient à davantage de considération à leur égard et réclamaient l'accès

pour eux à certains postes jusque-là réservés aux seuls métropolitains.

Cette conférence, qui ne promettait pas grand'chose a néanmoins suscité un petit espoir dans toutes les colonies françaises. Rapidement la déception fut grande, surtout que les Etats-Unis, qui ne possédaient pas de territoire colonial formel (ils se contentaient d'épauler des dictateurs sanglants en Amérique latine), préconisaient via l'ONU, la « constitution de self-governments ». En évitant de se prononcer clairement en faveur de l'indépendance des colonies, ils ménageaient les susceptibilités de leurs alliés, les grandes puissances capitalistes de seconde zone.

C'est dans ce contexte que dans le Constantinois algérien, dans les villes de Sétif, de Guelma et de Bône, des manifestations pour l'indépendance ont débuté le jour même de la célébration de l'armistice : le 8 Mai 1945. La brutalité des policiers a transformé la manifestation en émeute, faisant 29 européens tués à Sétif. L'armée coloniale épaulée par des colons civils s'est livrée à un véritable carnage en tirant dans le tas, sans discernement sur les foules. Des dizaines de milliers d'Algériens ont ainsi été abattus et des villages alentours rayés de la carte avec les femmes, les enfants et les vieillards qui y habitaient.

En fin mars 1947 éclatait l'insurrection malgache. Des centaines de milliers de personnes, désespérées, affamées, révoltées par les injustices, entrent en rébellion, s'attaquant aux fermes des grands colons et aux camps militaires français. Ce n'est qu'après une année entière d'exécutions sommaires, de quadrillages du pays par des parachutistes, d'encerclement des forêts où se réfugient des insurgés, que la rébellion sera matée. Selon les seuls chiffres officiels, il y a eu 80 mille morts.

Malgré leur écrasement, ces événements et bien d'autres de moindre envergure qui se sont déroulés durant toute la période coloniale et sous toute latitude, montraient que pour sortir de l'oppression coloniale et accéder à la dignité, il

n'y avait pas d'autre solution que celle de la lutte.

La lutte armée en Indochine et en Algérie que le colonialisme français n'arrivait pas à vaincre malgré ses énormes moyens allait accélérer le processus de décolonisation car ce que les dirigeants français craignaient avant tout c'était l'embrasement dans l'ensemble de leurs colonies. Il valait mieux pour eux mettre des dirigeants locaux qu'ils avaient préalablement sélectionnés et formés à la tête des futurs Etats indépendants plutôt que d'avoir à subir de nouvelles guerres coloniales.

Tous les peuples colonisés aspiraient à l'indépendance. La classe ouvrière des pays africains, mise à part l'Afrique du sud, était très faible numériquement et sans beaucoup d'expérience. Les intellectuels qui dirigeaient le mouvement nationaliste ne s'intéressaient pas à elle en tant que telle c'est-à-dire en tant que seule classe sociale susceptible de renverser non

seulement l'ordre colonial mais de mettre en cause le système capitaliste lui-même.

Il n'en reste pas moins que débutait en octobre 1947 une grande grève des cheminots de la ligne Dakar/Niger. Cette grève racontée par l'écrivain/cinéaste Sembene Ousmane dans son roman « Les bouts de bois de Dieu », a duré près de cinq mois et a à sa façon unifié les travailleurs du rail de plusieurs pays de l'Afrique Occidentale Française. Les revendications des grévistes étaient multiples, mais surtout augmentation des salaires et « cadre unique » c'est-à-dire égalité des droits entre employés blancs et noirs. Toute l'économie de l'AOF (Afrique Occidentale Française) s'est trouvée menacée de paralysie par la grève du rail. Les cheminots ont remporté une victoire à la fois sur la régie des chemins de fer et l'administration coloniale. A leur façon ils faisaient ainsi la démonstration que même minoritaires dans l'Afrique de cette époque, ils avaient une grande capacité de solidarité et d'organisation entre eux et par-delà les frontières coloniales.

## DÉCEPTIONS ET DÉSILLUSIONS APRÈS LA COURTE PÉRIODE D'EUPHORIE DES INDÉPENDANCES

Au total en 1960, dix-sept pays d'Afrique devenaient indépendants. Partout, dans les villes comme dans les campagnes, de nombreuses personnes étaient descendues dans les rues pour faire éclater leur joie. C'était la fête au rythme des chansons traditionnelles et de la rumba. La chanson « Indépendance cha cha » du chanteur congolais Kallé Jos était sur toutes les lèvres. A l'exception du Cameroun et du Congo-belge ou de Madagascar où ces indépendances étaient précédées par des luttes ou des résistances, dans la plupart des pays, elles se faisaient plus ou moins pacifiquement.

Les populations, encouragées par des discours enflammés d'espoir de certains nouveaux dirigeants, aspiraient au changement. Patrice Lumumba, en annonçant l'indépendance aux populations, ne disait-il pas, le 30 juin 1960 :

« Ensemble, mes frères, mes sœurs, nous allons entamer un nouveau combat, un sublime combat qui conduira notre pays à la paix, la prospérité et la grandeur. Ensemble, nous allons établir la justice sociale et assurer que chacun reçoive le juste paiement de son travail ».

Quant à Sékou Touré, il déclarait, deux années plus tôt, que les Guinéens préféreront « vivre dans la pauvreté libre plutôt que riche dans l'esclavage ». Cette phrase était devenue très célèbre. Sékou Touré venait de dire « non » au référendum organisé par la France, refusant ainsi de faire partie de la « Communauté française ». On est très loin de la déclaration modérée de Houphouët Boigny, un an plus tard, en 1959 : « Nous préférons l'indépendance dans la coopération, dans l'amitié et la fraternité à l'indépendance dans la haine ».



Pour la plupart des populations, l'indépendance était synonyme de la fin des travaux forcés, des humiliations, de la dignité



Sékou Touré

Patrice Emery Lumumba

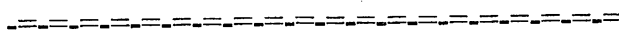
retrouvée. Il y avait l'espoir d'un avenir meilleur du fait qu'elles allaient être désormais gouvernées par des dirigeants africains. Elles espéraient que cette nouvelle situation allait se traduire par la paix, la liberté et le bien être pour tous.

Mais quelques mois seulement après l'euphorie provoquée par ces annonces d'indépendance, les nouveaux dirigeants allaient les décevoir et les populations allaient déchanter.

En Guinée, Sékou Touré mit en place une dictature sanglante. Ailleurs, les Houphouët

Boigny, Bokassa, Tombalbaye et autres Ahidjo allaient devenir aussi des dictateurs en instaurant le parti unique. Quant à Patrice Lumumba qui symbolisait les aspirations des populations congolaises, il fut placé en résidence surveillée après le coup d'Etat de Mobutu Sese Seko le 14 septembre 1960, et assassiné par les sbires de la Sûreté belge le 17 janvier 1961. Mobutu interdit ensuite le Mouvement national congolais de Lumumba, et d'autres organisations. Il instaura une dictature féroce au Congo.

L'espoir des populations se transforma au fil du temps en déception amère, au point que certains, par dépit, n'hésitaient pas à dire ouvertement qu'ils regrettaient la période coloniale. Les dirigeants noirs qui avaient pris la place des Blancs méprisaient leurs populations tout autant que les colonisateurs. Ils menaient la même vie qu'eux ou presque. Ils vivaient dans de belles villas ou maisons délaissées par des colons, avec boys et employés de maison, payés par l'Etat ; ils roulaient dans des voitures de luxe, etc. En revanche les masses populaires vivaient et vivent toujours dans la misère, dans des cases ou maisons délabrées, sans eau potable ni électricité. Et pendant que nos nouveaux dirigeants s'enrichissent en détournant impunément les caisses de l'Etat, les capitalistes de l'ancienne puissance coloniale continuent de piller les matières premières de ces pays, et tirent profit de l'exploitation du coton, du café, du cacao, du pétrole, du bois, etc. Les dirigeants ont changé mais pas le sort des masses pauvres qui s'enfoncent de jour en jour dans la misère.



## À PROPOS DE CEUX QUI PRÔNENT LA DEUXIÈME VAGUE D'INDÉPENDANCE

Tirant le bilan du demi-siècle d'indépendance, un certain nombre d'hommes politiques et d'intellectuels africains concluent



*Manifestation anti-française  
en Côte d'Ivoire*

que l'espoir que leurs prédécesseurs avaient mis sur ces indépendances ne s'est pas concrétisé. Ce furent, disent-ils, des « indépendances inachevées » à cause du fait que si les anciens pays colonisés ont obtenu l'indépendance politique il n'en est pas de même sur le plan économique car les anciennes puissances coloniales ont conservé la mainmise sur l'essentiel de l'économie de leurs ex-colonies. Il faudrait donc selon eux, une « deuxième vague d'indépendance » pour que « maman Afrique » accouche enfin du bébé qu'elle a gardé dans son ventre cinquante ans durant (pour reprendre l'image d'une toile d'un peintre congolais).

Certains considèrent que cette « deuxième vague » a déjà commencé il y a quelques années. C'est ainsi que par exemple en Côte d'Ivoire elle aurait démarré lors des affrontements violents qui ont eu lieu devant l'hôtel Ivoire à Abidjan, en novembre 2004 entre les troupes militaires françaises et les sympathisants du président

Gbagbo. Ils voient la même chose au Sénégal lorsque le président Wade a affirmé au mois d'avril dernier qu'il reprenait « la souveraineté » sur les bases militaires françaises du Sénégal après avoir négocié un simulacre de retrait avec le ministre de la Défense de Sarkozy.

Certains voient même dans le gigantesque monument de la « renaissance africaine » que Wade a érigé à Dakar un symbole de la volonté africaine de « parachever l'indépendance de l'Afrique » par rapport aux anciennes puissances coloniales.

Aujourd'hui, disent ces intellectuels, l'Afrique a mille fois plus d'atouts entre ses mains qu'il y a cinquante ans pour cesser définitivement d'être le « ventre mou » du système économique mondial ; pour cesser d'être une simple pourvoyeuse de matières premières aux pays industrialisés afin de devenir elle-même une puissance industrielle. Ces atouts sont, selon eux le nombre important de diplômés que possède aujourd'hui le continent. Un autre atout nouveau qu'ils voient, c'est l'émergence de nouvelles puissances économiques comme la Chine, l'Inde ou le Brésil pour faire « contrepoids » à la volonté des anciennes puissances coloniales de maintenir un quasi monopole économique sur les anciennes colonies. Avec ces nouveaux partenaires, disent-ils, il y aura un « partenariat gagnant-gagnant ».

Voilà donc comment un certain nombre de nos dirigeants actuels ou bien ceux qui aspirent à le devenir demain voient le passé récent et le futur de l'Afrique à l'occasion du cinquantenaire de la décolonisation. Ils disent que si la Chine, l'Inde, le Brésil ou la Corée du sud sont devenus ce qu'ils sont aujourd'hui, il n'y a aucune raison qu'en Afrique il n'en soit pas de même. Hors du système capitaliste point de salut pour ces gens-là.

Les capitalistes chinois, indiens ou

brésiliens ne sont pas et ne seront pas plus soucieux de « développer » l'économie du continent africain que ne le sont les Bolloré, Bouygues ou autres Pinau, pour ne citer que les grands capitalistes français présents dans les pays francophones d'Afrique. Ce sont des prédateurs qui cherchent avant tout à faire des profits en Afrique. La Chine a besoin de matières premières pour alimenter son industrie, c'est la principale raison qui la pousse à chercher des contrats en Afrique. Quant à l'Inde ou le Brésil, ils cherchent des débouchés à quelques unes de leurs branches industrielles ou agro-industrielles. Croire que les dirigeants de ces pays-là ont des intentions meilleures que celles des pays industrialisés d'Europe est une naïveté.

Dans le cadre du système capitaliste il n'y a aucune issue pour l'écrasante majorité de la population africaine tout comme il n'y en a pas pour ses semblables en Chine ou en Inde. Ces deux pays sont souvent cités comme des modèles de réussite en matière de développement mais cela se fait sur le dos de centaines de millions de travailleurs et de petits paysans réduits à la misère. On met en avant les chiffres de leur taux de croissance ou de leur « produit intérieur brut » mais ce que personne ne dit c'est que cette accumulation de richesse se fait au profit d'une minorité et que l'énorme majorité de la population ne voit que l'aggravation de la misère et des inégalités. Le capitalisme, en Europe, en

Amérique, en Asie comme en Afrique ne fonctionne que selon la loi de la jungle. Seule une toute petite minorité s'enrichit en faisant suer l'écrasante majorité et en dictant sa loi à l'ensemble de la société.

Si dans le milieu de l'intelligentsia africaine la plupart ne voient une issue que dans le cadre du système capitaliste ce n'est pas par aveuglement mais parce qu'ils ne s'intéressent pas réellement au sort des millions de personnes qui vivent dans une misère révoltante dans leur pays. Ils ne peuvent pas ne pas voir cette misère et cette injustice qui éclatent presque sous leur nez. Mais ne dit-on pas qu'il n'y a pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir?

Les travailleurs eux, n'ont aucune raison de faire confiance en ces gens qui ne pensent qu'à leur carrière en voulant s'insérer dans ce système économique basé sur l'exploitation et la recherche du profit personnel.

L'avenir pour les travailleurs et pour l'ensemble des exploités ne se trouve pas dans la perpétuation de ce système inhumain mais dans la lutte pour sa destruction et dans la mise en commun de toutes les richesses. L'avenir c'est la mise en place d'un système qui aura comme préoccupation non pas l'enrichissement d'une minorité mais l'épanouissement de l'ensemble la société humaine.

-----

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.